

Courant Alternatif

mensuel édité par l'Organisation Communiste Libertaire (O.C.L.)

DESEQUILIBRES ECOLOGIQUES ET INEGALITES SOCIALES CROISSANTES

Le G8 rassemblera, fin avril 2003, huit ministres de l'environnement pour faire le point sur les dégâts causés à la planète par l'activité humaine, et éventuellement tenter d'y remédier en faisant des affaires juteuses si possible... Ce spectacle politicien, qui sert d'abord de propagande rassurante, s'appliquera à marteler les mots d'ordre de Développement, de Progrès et de respect de l'Environnement, idées qui font consensus depuis longtemps à droite comme à gauche. Pourtant ce Progrès et ce Développement sont parfaitement contradictoires avec le respect de l'environnement et apparaissent de plus en plus clairement comme des impasses pour l'humanité et la planète tout entière.

Durant deux siècles, le développement économique et les découvertes techniques ont favorisé une production de biens croissante ainsi qu'une augmentation permanente des capacités de production. Loin d'alléger le fardeau du travail, les gains énormes de productivité sont utilisés à produire toujours plus. Les sociétés, d'abord européennes, se sont trouvées entraînées par le capitalisme dans une logique productiviste qui finit par être érigée en valeur commune et présentée comme fin en soi.

Ce productivisme n'est en fait que la manifestation de la réalité capitaliste fondée sur une concurrence effrénée qui implique pour toute entreprise de produire à moindre coût, sans considération de l'exploitation des travailleuses et sans considération des dégâts qu'elle occasionne sur l'environnement. Cela dit, la machine peut se gripper et défaillir devant les aléas de la surproduction, mais dès que la crise est passée, que des adversaires ont été éliminés, la spirale reprend de plus belle en accélérant davantage le mouvement. Ainsi des marchandises sans cesse plus nombreuses sortent des unités de production

Toute idée de progrès a donc été liée à cette frénésie productiviste. La question sociale, nous disait-on, trouverait sa solution dans l'abondance. Le bonheur de l'humanité serait obtenu par l'effet conjugué de la science et de la technique, sans considérer qui décidait et donc qui maîtrisait les choix. La question écologique n'était évidemment pas évoquée.

A l'heure où le capitalisme s'est étendu à l'échelle de la planète, force est de constater que les bilans sociaux et écologiques sont bien négatifs. Si dans les vieux pays industrialisés l'exploitation des êtres humains peut paraître moins sauvage qu'au siècle dernier, avec la globalisation du capitalisme à l'échelle mondiale on peut considérer que l'exploitation économique des hommes, des femmes, des enfants s'est considérablement renforcée. Il en va de même pour la pression sur les milieux et les espaces dans toutes les régions de la planète.

L'état de la planète se dégrade d'année en année.

C'est la globalisation du modèle économique présenté comme seule voie possible, le capitalisme, qui génère une dégradation sans cesse plus grande de la planète. Dégradation sans limite qui atteint l'irréversibilité: les réserves d'eau, les sols, la diversité du vivant, les conditions de vie des populations.

Les financiers et les industriels mènent leurs projets d'une main de fer dissimulée dans le gant de velours de l'idéologie du développement infini et du progrès économique. Evoluant par delà les frontières, ils dictent des orientations qui ne répondent qu'à leurs seuls intérêts économiques et à leur préoccupation de maintenir leur domination sur le monde.

A leurs côtés, de multiples complices dissimulés sous des oripeaux de toutes couleurs tentent de donner au capitalisme une odeur plus fleur bleue

et le conseillent sur les initiatives favorables à une moindre dégradation de la nature ; ils voudraient nous faire avaler la couleuvre d'un capitalisme édulcoré, soi-disant respectueux de l'environnement, porteur d'un "développement durable". Les ténors des organisations ouvrières réformistes, trotskystes et staliniennes, de même que les nouveaux socio-démocrates à la mode Attac, en choisissant de composer, chacun à leur manière, avec le capitalisme, ont véhiculé et véhiculent encore l'idéologie productiviste dont les exploités n'ont que faire. Ils ont donc laissé en suspens la question sociale et sa résolution radicale.

Pire, ils réclament la restauration de l'Etat, son meilleur contrôle de l'économie capitaliste. Certains vont même jusqu'à prôner l'instauration d'un super-gouvernement mondial. De la même manière, bien qu'égratignant certains pans de l'idéologie productiviste, les écologistes élevés au grain libéral ou social-démocrate laissent en suspens la résolution radicale de la question écologique en faisant croire que des aménagements successifs pourront permettre de faire évoluer les mentalités, alors que c'est aux populations elles-mêmes de décider de l'utilité sociale de leurs activités.

Démasquer les chimères qui nous conduisent à la soumission sociale et à la catastrophe écologique

Se cantonnant dans la proposition de solutions techniques, ces aménageurs environnementalistes ne conçoivent pas de remettre en cause ce système générateur des principales catastrophes écologiques passées, présentes et à venir. Ils favorisent une vision parcellaire du problème écologique. Nous ne pourrions aborder sérieusement l'exploitation outrancière de la nature sans considérer son pendant, procédant du même processus, l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le sauvetage de la planète ne saurait s'entrevoir sans une libération du

règne de la marchandise qui atteint tous les aspects de notre existence. Il faut lire le dessous des cartes de ce gigantesque poker menteur que jouent les financiers de tous les pays en misant des ressources qui appartiennent à toutes et tous, populations d'aujourd'hui comme générations futures. Politiciens, syndicats dans leurs versions passistes ou renouvelées se placent dans une même dynamique, de la même façon que les ONG ou autres associations. Certains se désintéressent de la question écologique en continuant à nourrir la chimère de la croissance économique, d'autres abordent les dégradations imposées à la planète sans analyser leurs causes sociales, économiques et politiques. Ainsi est-il indispensable de lier la question de l'écologie aux choix de société. Si, à travers le monde, se développe encore le modèle capitaliste, nous pouvons être assurés d'un futur peu reluisant en terme d'écologie, de paix et de progrès social.

Avancer l'écologie sociale dans les luttes

C'est, à notre avis, dans le cadre de rencontres des acteurs-trices des luttes de terrain que peut émerger un véritable dépassement de l'écologie officielle et que peuvent apparaître également des convergences entre mouvements encore épars. Et ils sont nombreux ceux-celles qui, confrontés à l'installation autoritaire de grands chantiers ou d'usines dangereuses, ou au vol et à la manipulation des ressources naturelles, sont amenés à situer ces aberrations insupportables dans le cadre du système qui les génère, donc à dénoncer ce système et à lutter pour une autre société, radicalement différente dans ses rapports à la nature. Une nature qui doit cesser d'être exploitée au gré des intérêts marchands, tout comme les humains doivent cesser de l'être.

Dans cette perspective, l'Organisation Communiste Libertaire participe à la Convergence des Luttes Anti Autoritaires et Anti Capitalistes (CLAAAC) qui s'est constituée contre la tenue du G8 en 2003 dans l'Hexagone.

Ce supplément à Courant Alternatif aborde de façon condensée les thèmes qui nous ont paru les plus significatifs pour illustrer l'opposition irréductible entre d'une part l'émancipation humaine et la préservation de la planète et d'autre part le Progrès et le Développement infini de la production induits par le capitalisme. ■

Dérèglements climatiques et climat politique : le capitalisme menace l'équilibre et la survie de notre planète

Du dérèglement climatique au tarissement des ressources vitales, la chienlit capitaliste bouleverse à tel point les équilibres que les limites de l'irréversible semblent être atteintes.

La pollution endémique à grande échelle a déjà stérilisé des millions d'hectares de terres cultivables, des espaces entiers sont empoisonnés par des sites industriels en friche ou en état de fonctionnement. Les points d'approvisionnement en eau sont partout menacés du même empoisonnement ou du tarissement pur et simple.

Ce constat rapide que certains pourraient qualifier simpliste et catastrophiste est maintenant intégré, banalisé, comme le sont les guerres, avatars fatals de toute activité humaine.

Intégrées également, les catastrophes telles les inondations exceptionnelles se succédant à des rythmes hallucinants, faisant toujours plus de dégâts et de victimes. Ce dérèglement climatique apparaît être directement lié à un effet de serre résultant des activités humaines et plus particulièrement de celles de la dernière période industrielle et capitaliste. L'influence de ce facteur dont l'importance n'est pas encore clairement définie ne doit cependant pas occulter le rôle tout aussi déterminant de l'aménagement des territoires. Si des événements climatiques d'ampleur exceptionnelle ont été enregistrés en différents points de notre planète, leur violence est loin d'être seule responsable du nombre de victimes comme des dégâts considérables qu'ils ont provoqués. Des responsabilités tentent aujourd'hui de se camoufler derrière un bouleversement des réalités climatiques érigé en nouvelle fatalité !

En bien des points, le problème écologique et celui des ressources appellent des mesures urgentes que le capitalisme, aveugle à la manière libérale ou «éclairé» à la manière réformiste, est incapable de prendre de manière glo-

bale pour des raisons structurelles liées à sa propre survie.

Si la première phase du développement capitaliste était ignorante des conséquences de son activité sur l'environnement naturel et social*, la phase actuelle se perpétue en toute connaissance de cause. L'apparition de scientifiques et de techniciens de l'environnement a tout au plus servi à donner des coups de torchon symboliques, et encore, sous la pression d'opinions sensibilisées dans les pays les plus développés, et dans la mesure où ces actions pouvaient générer une activité économique rentable.

La prise en compte des données environnementales par le capitalisme et ses gestionnaires étatiques est non seulement partielle mais encore hypocrite. Ainsi, les activités nucléaires se poursuivent-elles, décorées de divers labels de propreté. Les industries soit disant sécurisées continuent de produire dans le cadre d'un système concurrentiel, déconnecté de la résolution des besoins sociaux réels, occasionnant ainsi des gâchis monstrueux en terme de production et de transports. Pertes réelles que la comptabilité capitaliste ne prend pas en compte puisque que seul lui importe ce qui lui coûte et lui rapporte ! Au delà de ces réalités indépensables dans le cadre de ce mode de production, nous pouvons constater, en outre, la tendance toujours permanente à la fuite «en avant» justifiée par une foule d'arguments pseudo scientifiques. Ainsi, des alchimistes grassement entretenus par leurs mécènes tentent de nous servir la méchante soupe transgénique. Parfaitement au fait de la maîtrise de leur sujet, la desserte est cependant avancée avec zèle. De même, nos apprentis sorciers modernes, continuent de se lancer dans des réalisations toujours plus herculéennes pour acheminer toujours plus vite, pour retenir toujours plus d'eaux destinées là aux productions électriques, ailleurs aux détournements indispensables aux

agricultures intensives. Sans parler des aménagements plus discrets menés partout sans le moindre discernement et donc bien peu scientifiques. Qu'une digue lâche, que des rivières se gonflent, que des régions entières s'assèchent, que des équilibres régulateurs soit bouleversés occasionnant tout une série d'effets connexes, nos scientifiques, politiciens et capitalistes s'en remettent à la fatalité, comme au bon vieux temps, pour mieux noyer le poisson.

La préoccupation écologique et le souci de la gestion des ressources se heurtent donc à la nature intrinsèque du capitalisme ainsi qu'aux intérêts de ses dirigeants en terme de profit, de maintien de leur domination sociale et politique sur le monde. Mais l'empire de cette domination ne se cantonne pas à la gestion matérielle. La connaissance scientifique, commandée par des intérêts très particuliers, a tourné la tête à bien du monde, aboutissant au résultat inverse que des propagateurs souvent sincères lui avaient assigné. Elle est non seulement devenue un élément idéologique de la classe dominante mais fait également office de nouvel obscurantisme dont des milliers de vies humaines ont déjà fait les frais. Ainsi, la contestation du système capitaliste ne saurait s'affranchir d'une rupture radicale d'avec cette idéologie dévastatrice qui n'a jamais servi qu'en tant que justification de la plus vaste entreprise d'exploitation de l'humanité et de la nature sévissant maintenant depuis plusieurs siècles. Nous sommes donc au cœur d'un problème tout à la fois politique, social et philosophique. Nous ne pouvons combattre pour une société nouvelle avec les armes de nos ennemis, nous ne pourrions pas plus la faire vivre en laissant intacte des pans entiers de son appareillage idéologique.

* Voir à ce sujet la régression sanitaire des villes européennes au XIX^e siècle, les pollutions en Tchétchénie provoquant la naissance de nombreux enfants handicapés, sans parler des pollutions liées aux guerres, continuant de décimer et handicaper les populations longtemps après les combats...



L'expansion aberrante des transports et le capitalisme globalisé

Le domaine du transport offre un terrain d'observation où il est aisé de discerner la nature profonde de l'économie marchande : désordre, déraison, gaspillage et destruction du vivant caractérisent au premier coup d'œil ce secteur d'activité.

Transports et capitalisme

Jamais le pouvoir n'a été autant lié à la circulation accélérée des marchandises, élément essentiel au capitalisme et à sa domination. En effet, dans les grands chantiers d'infrastructures de transport, on retrouve les perspectives complètement liées aux deux principes du système : l'obtention de profits et le maintien d'une société hiérarchisée et autoritaire qui rend possibles la reproduction et l'accumulation du capital.

Les transports sont essentiels aux nouveaux modes de production, qui recourent à la sous-traitance, à la fabrication éclatée géographiquement, au flux tendu qui élimine les stockages jugés non rentables. Pour cela même, les transports sont un maillon faible du système qui redoute particulièrement les grèves dans ce secteur. Ce n'est pas un hasard si la Commission européenne a mis en place des réglementations pour juguler préventivement un conflit de grande importance dans les transports.

La classe dominante, occupée dans les années 80 à la reconversion industrielle, s'est lancée depuis les années 90 dans la construction de grandes infrastructures de transport (autoroutes, TGV, ports, aéroports...) qui sont des instruments fondamentaux de sa domination. Pendant ces années d'intégration au marché du capitalisme mondial, toutes les élites nationales et régionales ont concouru pour occuper les meilleures positions et se sont battues pour relier "leur" pays, "leur" région avec les mégapoles du Centre et du Nord de l'Europe au moyen de grandes infrastructures. Le résultat en est un "aménagement" brutal du territoire et des infrastructures aberrantes,

présentées comme un "pari pour le futur" et "un énorme saut vers le progrès", alors que des espaces sont détruits et des populations désintégréées.

Il y a dix ans, une enquête menée par la Commission européenne signalait que "l'Europe paraît avoir dépassé la limite au delà de laquelle l'accroissement du trafic s'avère contre-productif". Pourtant, face à ce constat, loin de prendre des mesures pour réduire les besoins en transport, les pouvoirs économiques et leurs représentants politiques n'ont fait qu'attiser le feu. On assiste à un accroissement démentiel et insupportable du trafic à tous les niveaux, en particulier routier, comme conséquence de l'instauration du Marché unique et de l'impact produit par la libéralisation de tous les marchés mondiaux. Pour 2010, il est prévu un doublement du trafic dans tout l'espace européen et un accroissement du transport de marchandises de 300% par rapport à 1990, pour la seule Europe du Sud.

La construction de grandes infrastructures ouvre la voie à l'expansion du marché mondial et soumet les populations aux impératifs de l'économie capitaliste globalisée, à une division internationale du travail totalement irrationnelle, provoquant la destruction de la petite activité productive traditionnelle et des économies locales ou régionales.

L'augmentation des kilomètres que les marchandises sont amenées à parcourir est particulièrement évidente dans le cas des produits alimentaires. La Politique Agricole Commune encourage la production à grande échelle et dans le même temps augmente la distance de transport des aliments consommés en fin de parcours. 70% du trafic actuel est en réalité superflu.

Les faux arguments du progrès et du développement

L'argument social selon lequel les infrastructures de transport permettent de créer des emplois est un mensonge. Certes, la construction de ces grands

chantiers crée un peu de travail temporairement, mais le fonctionnement de ces infrastructures génère une plus grande destruction et précarisation de l'emploi, en facilitant l'expansion de la production et de la distribution à grande échelle, et sa concentration dans les mains des multinationales qui dominent les marchés mondiaux. Ce qui a des effets dévastateurs sur les conditions de travail dans les pays du Nord et étend la surexploitation dans les pays du Sud et de l'Est.

De plus, il est évident qu'un secteur de transport surdimensionné, avec des coûts de construction et d'exploitation disproportionnés, absorbe des ressources économiques que d'autres secteurs d'activité, y compris ceux qui répondent à de réels besoins sociaux, réclament impérieusement. Les ressources publiques sont gaspillées dans la création d'infrastructures gigantesques et extrêmement coûteuses – un gâteau que certains se partagent, grâce à diverses commissions et adjudications plus ou moins frauduleuses – et, en parallèle, on assiste à une réduction des dépenses à caractère social.

Pour mieux les imposer aux populations, les promoteurs des infrastructures de transport les font rimer avec modernisation, croissance, richesse, progrès. Or, ces concepts cachent des hiérarchies économiques, sociales, culturelles et sexuelles qui engendrent l'inégalité, la discrimination et la su-

bordination. Le "développement" signifie en fait une redistribution des richesses toujours plus inégalitaire et un niveau de chômage, de précarisation et d'exclusion sociale sans précédent ; tout cela accompagné d'une destruction écologique qui n'a fait que s'aggraver au rythme de la croissance économique.

L'autre argument, c'est que tout le monde circule, que la mobilité est universelle et que les bénéfices et préjudices des infrastructures de transport doivent être les mêmes pour tous les habitants d'un pays ; là encore, c'est un mensonge. Plus l'accent est mis sur l'économie de temps, plus le système de transport est orienté pour servir les besoins des secteurs et des centres les plus riches et les plus puissants. "L'utilité marginale d'une augmentation de la vitesse, accessible à une minorité, a pour pris l'inutilité croissante de la vitesse pour la majorité", écrit Ivan Illich dans *Energie et équité*.

En définitive, ce n'est donc pas "l'intérêt général" qui préside à la mise en place de ces infrastructures de transport, mais l'intérêt particulier de puissants groupes économiques et politiques. L'accroissement démesuré du transport routier, les autoroutes, voies rapides, les TGV... supposent un pas de plus, et très important, dans la consolidation de ce modèle économique et social, le capitalisme étendu à toute la planète, terriblement productiviste,

gaspilleur, générateur d'inégalités et destructeur de la nature.

La circulation incessante n'est pas la liberté

Les effets destructeurs de ces infrastructures, évidents localement dans les espaces où ils sont imposés aux populations, sont le reflet d'un mal plus profond, relatif à l'organisation des relations économiques et sociales.

La lutte contre les grandes infrastructures de transport est indissolublement liée à la lutte pour la transformation radicale du modèle économique et social, auquel elles sont nécessaires et dont elles sont la conséquence. De fait, nous sommes convaincus que nous ne pouvons pas continuer à poser quelques rustines ici et là qui ne résolvent pas les vrais problèmes. Il nous faut nous affronter à la grande vitesse et au rouleau-compresseur de l'économie capitaliste et imaginer des voies en rupture avec la dynamique économico-sociale compétitive et productiviste, sur la base d'alternatives liées à des espaces de proximité: une économie endogène et d'autosuffisance productive, qui permette de réduire les recours au transport et qui favorise les réseaux courts, satisfasse les besoins humains en accord avec la nature, et soit le fondement d'une authentique autonomie aussi bien des personnes que des peuples.

24 mars 2003

Nucléaire : 25 ans de mensonges et de duperie

Il y n'y a pas si longtemps, le nucléaire civil était présenté comme parfaitement sûr, sans déchets, générateur d'emplois, assurant l'indépendance énergétique de la France et sans rapport avec le nucléaire militaire. On nous affirmait qu'un accident grave n'était pas possible. Nous nagions alors en pleine euphorie scientifique. La quasi totalité du corps scientifique, de la communauté médicale, de la classe politique affirmaient que le bonheur sera l'œuvre de la science qui résoudra tous nos problèmes !

Celles et ceux qui doutaient étaient marginalisés et pris en tenaille entre une pensée occidentale arrogante et dominatrice et un stalinisme qui, sur ces questions ne se distinguait en rien de la pensée unique pro-nucléaire. Les opposants étaient relégués au rangs de passésistes craintifs. Pourtant, c'est une

évidence, un accident nucléaire ne ressemble en rien à ceux que les "modernisations" précédentes ont pu engendrer : ses conséquences sont absolument irréversibles, des zones contaminées pendant des centaines de milliers d'années, des dizaines de milliers de morts, des milliers de tonnes de déchets. Avec le nucléaire il n'y a pas de réversibilité !

L'indépendance énergétique ? Un leurre entretenu par le fait que 80% de l'électricité est, en France, d'origine nucléaire. Une surproduction qui fait que certaines centrales ne tournent qu'à 30 % de leur puissance et que la surproduction est vendue à perte à des pays voisins. Mais l'électricité, elle, ne représente que 12 % de l'énergie consommée !

Les déchets ? Par sa politique de stockage et de retraitement l'Etat fran-

çais choisi d'empoisonner les populations en retraitant les déchets radioactifs de la planète entière (La Hague). Il persiste en sélectionnant en cherchant des sites pour l'enfouissement des déchets qu'il nomme "laboratoires expérimentaux". Mais d'ici quinze ou vingt ans ils devront bien être réels et présenteront des risques énormes pendant des centaines et des milliers d'années

Sans risque ? Plus personne n'y croit, pas même les nucléocrates : " On ne peut exclure que dans dix ou vingt ans à venir un accident civil grave se produise dans une de nos installations" déclarait l'inspecteur général pour la sûreté à EDF, en 1988. Depuis Tchernobyl en 1986 le risque majeur est intégré dans toutes les données et l'argument avancé maintenant est que même avec ce risque le nucléaire, ça vaut le coup !

Certains, dans les sphères gouvernementales, tentent de passer pour des critiques réalistes du nucléaire en ramenant à 60 % la part du nucléaire dans la production de l'électricité vers 2020. Réponse dérisoire aux risques encourus ! D'autres, sous la houlette des Verts, se battent pour une sorti pro-

Suite p. 20

Le pétrole est à l'océan ce que le capitalisme est à nos vies

La mort mazoutée qui se répand sur les rivages de l'Atlantique ne doit rien au hasard et signifie bien plus qu'une bavure dans le transport maritime : elle démontre une fois de plus que le système capitaliste engendre, au profit de quelques-uns, la destruction de la planète et de l'humanité.

La recherche systématique du transport au plus bas coût explique la longue litanie des pollutions pétrolières, en particulier en Europe occidentale : Torrey-Canyon en 1967, Olympic-Bravery en 1976, Urquiola et Boehlen en 1976, Amoco-Cadiz en 1978, Gino en 1979, Tanio en 1980, Haven en 1991, Aegen-Sea en 1992, Braer en 1993 et Sea-Empress en 1996, l'Erika en 1999 et en 2002 le Prestige.

Le trafic maritime se réalise dans des conditions où les irrégularités prolifèrent et où règnent les intérêts économiques des méga-groupes industriels et financiers, maîtres quasi absolus des secteurs de l'énergie et des transports. Le transport maritime mondial ressemble de plus en plus à une jungle où règne une concurrence acharnée dominée par deux objectifs : faire baisser les coûts généraux d'exploitation et échapper à toute poursuite grâce à la multiplication des intermédiaires dans un système opaque où s'enchevêtrent sociétés et intervenants. Le transport maritime est rompu aux sociétés écran, aux paradis fiscaux, aux pavillons de complaisance. Il s'affranchit ainsi des fiscalités, des réglementations sociales, et des responsabilités en cas de catastrophe. Les années passent, rien ne change et les pollutions se succèdent les unes aux autres.

Face à cette réalité, les gouvernements prétendent répondre par la réglementation, et à chaque marée noire les responsables politiques s'indignent et font les mêmes déclarations avec plus ou moins d'emphase. Ainsi après le naufrage du Prestige Chirac parle du renforcement du contrôle des navires, de l'accroissement de la responsabilité pénale des armateurs, de refonte du droit maritime, etc. Mais toutes ces

règles existent déjà notamment dans la convention des Nations Unies sur le droit de la mer adoptée en 1982. Seulement elles n'ont jamais été appliquées et ce par la volonté même des États. Ainsi, au lendemain du naufrage de l'Erika, alors que les membres de la Commission Européenne avaient eux aussi décrété tout un train de mesures, les gouvernements français successifs, sont intervenus auprès des instances européennes afin d'en différer l'application, parce que comme les autres, ils servent les intérêts de lobbies maritimes et répondent aux exigences des puissances d'argent. Les États ont beau essayer de dresser un écran de fumée médiatique devant nos yeux pour masquer leur complicité, il est clair qu'ils ne cherchent qu'à maintenir l'édifice politique sur lequel repose le système capitaliste et à garantir les intérêts de ce système. Actuellement, ils sont en train de participer à l'élaboration des conventions de l'OMC qui visent à libéraliser plus encore les règles du commerce maritime. Il ne faut pas ignorer que depuis toujours et en permanence les compagnies pétrolières sont plus puissantes que les États, elles ont fait et défait des régimes de par le monde, en fonction de leurs intérêts et au détriment des populations.

Et en même temps les marées noires ne représentent que 10 % de la pollution par hydrocarbures, qui elle-même ne constitue qu'une partie minime de la pollution globale des océans. Les marées noires suscitent de vives réactions parce qu'elles sont spectaculaires, contrairement par exemple au naufrage du chimiquier Ievoly Sun qui coula au large de Cherbourg le 31 octobre 2000 avec à son bord 6000 tonnes de pro-

duits toxiques et explosifs. Et pourtant le Ievoly Sun n'avait qu'une dizaine d'années, il répondait aux normes en vigueur et possédait une double coque de protection. Il est l'exemple même que les débats ne peuvent se limiter à la sécurité dans les transports de produits ou matériaux dangereux et toxiques qui se baladent sur les mers, les routes ou les airs car il n'y aura jamais de sécurité garantie à cent pour cent. Le débat doit porter sur cette société qui produit autant de matières industrielles polluantes et nocives pour l'ensemble de la planète, et sur l'utilité réelle de telles productions qui transforment la planète en un monde bientôt inhabitable. Le Ievoly Sun a coulé à 70 mètres de fond tout près d'une fosse profonde de 170 mètres. Cette fosse a d'abord servi de poubelle pour des munitions et des armes après la seconde guerre mondiale. Puis Britanniques et Belges y ont immergé plus de 1600 tonnes de déchets radioactifs entre 1950 et 1963. 28000 fûts de produits "faiblement" radioactifs y reposent. Certains éventrés dispersent par les courants leur radioactivité. C'est aussi par là qu'en 1989 un conteneur de 5 tonnes de lindane (pesticide toxique) a coulé et gît encore. C'est là aussi que la COGEMA rejette ses effluents radioactifs de l'usine de la Hague.

Le G8 environnement d'Angers ne remettra pas en cause les raisons profondes de ces marées noires à répétition, qui ne sont malheureusement que les signes les plus visibles de la destruction des océans, une destruction qui s'accélère au rythme de l'économie et de l'activité humaine. Les huit ministres de l'environnement sont d'abord là pour "communiquer" aux populations des pays les plus industrialisés que des mesures "adéquates" seront prises pour préserver leurs niveaux de consommation et limiter les dégâts colatéraux sur la nature. En fait seule une rupture radicale avec les lois du profit et du capital peut inverser cette mort programmée des océans, et ce ne sont pas les huit bouffons réunis à Angers qui le veulent, ou le peuvent.

MARÉES NOIRES ET IMPÉRIALISME

Le transport maritime, s'il ne s'embarrasse guère de précautions envers l'environnement sur les côtes des pays les plus industrialisés, bafoue encore plus ces précautions avec les États moins puissants. L'exemple de la Turquie l'illustre bien: après le conflit de 14-18 (la Turquie était dans le camp des perdants), le détroit du Bosphore fut classé zone internationale. Depuis, au cœur d'Istanbul (10 millions d'habitants aujourd'hui), ville à cheval sur le Bosphore (parcouru de courants puissants) se croisent quotidiennement des millions de tonnes de fret sans que la population turque ne puisse refuser ce trafic de plus en plus intense, avec son lot de collisions et de catastrophes pétrolières (1964, 1979, 1994). Avec l'exploitation des gisements de l'Asie centrale qui transiteront via la Mer Noire, les accidents maritimes au cœur de cette métropole vont inévitablement augmenter, avec des mastodontes marins de plus en plus nombreux. Mais pour l'industrie pétrolière, la Turquie n'est pas un problème...

L'agriculture nourricière et destructrice

L'agriculture, activité principale de 1,4 milliard d'êtres humains sur la planète aujourd'hui, est l'un des enjeux majeurs du XXI^e siècle. Alors que les déséquilibres de la planète (en matière de pollutions, épuisement des ressources et des terres, biodiversité menacée, démographie galopante, etc) semblent atteindre le point de non-retour, les multinationales vont continuer à "presser le citron" (concentration et contrôle accrus des moyens de production) et tenter d'augmenter encore la dépendance alimentaire des populations du globe. Peu leur importe les prochaines catastrophes résultant de l'agrobusiness. Ainsi, qui s'intéresse à la famine actuelle pour des millions de personnes en Afrique australe ? L'agriculture conditionnera donc au cours du XXI^e siècle non seulement l'environnement mais aussi fortement la politique: quoi produire, par qui et comment, pour quel modèle de société?

Quel progrès pour l'agriculture ?

Les populations européennes sont passées en soixante ans d'une situation de rationnement de la nourriture à des crises chroniques de surproduction alimentaire : le dernier avatar de cette métamorphose de l'agriculture a été les bûchers monstrueux allumés pour détruire les bovins britanniques par peur de la fièvre aphteuse, si néfaste avec la "vache folle" pour l'exportation... Dans l'Hexagone, il a fallu en passer par une élimination drastique des petites fermes familiales, pour augmenter la taille moyenne des exploitations, avec l'emploi généralisé du machinisme agricole, de semences et espèces sélectionnées, engrais et autres pesticides. Toutes ces évolutions furent obtenues par le jeu de législations favorables et contraignantes, de subventions étatiques massives et de primes à la production orientées vers une partie des paysans, les plus riches, disponibles pour une rupture avec

l'économie traditionnelle des campagnes plus tournée vers l'autosuffisance et une plus grande autonomie de fait. Cette métamorphose de l'agriculture n'a été possible que dans un cadre international impérialiste, où les ressources naturelles importées et les productions exportées sont l'objet d'une politique de puissance et d'indépendance alimentaire. L'agriculture "moderne" ne peut être séparée du modèle de société qui l'a déployée..

Une nourriture industrielle, un habitat concentré

Veau aux hormones, vache folle nourrie à la viande, saumon génétiquement modifié, chimiquement coloré comme le jaune d'œuf, pesticides dans les légumes et les fruits, huile d'olive frelatée, vin dosé en acide, porc et poulet aux antibiotiques, l'alimentation industrielle n'en finit pas de nous surprendre! La part du budget individuel des Français-e-s consacrée à l'alimentation est passée en quelques décennies de près de 40 % à moins de huit. Simultanément les dépenses de santé montaient à plus de 20 %... L'"exode rural" a vidé les campagnes de leurs populations, pour les salarier et les entasser dans les banlieues, quand le "plein emploi" promettait un avenir radieux. Aujourd'hui en pleine récession économique, une part croissante de la population dépend totalement des aides sociales; et ces mêmes aides sont réduites en cas de travail d'un potager familial!! En fait, les allocations doivent terminer dans les poches du lobby agro-alimentaire, sous peine d'être surcraées. C'est de fait un contrôle alimentaire sur des populations privées de toute autonomie, censées constituer un volant de consommateurs passifs et de travailleurs de réserve ...

Faire le point...

Contrairement aux dires des tenants du Progrès et du Développement, il est facile de démontrer que la petite exploitation traditionnelle est plus "rentable" en termes de production ramenée à la surface exploitée, au montant du capital investi, au travail total réellement nécessaire, à la qualité des produits, à leur commercialisation, aux conséquences sur l'environnement que l'exploitation agricole standard et "compétitive" actuelle. Par contre, en termes capitalistiques de rendement de l'argent prêté au chef d'exploitation et

remboursable sur trente ans – si tout va bien...-, de subventions européennes, de tonnages produits par actif agricole, de synergie avec les entreprises de machinisme agricole, les laboratoires d'analyse, les techniciens agronomes et vétérinaires, les semenciers, les coopératives de conditionnement et de commercialisation des produits, etc, qui tournent en "amont" et en "aval" d'une exploitation agricole moyenne, le "plouc" de jadis fait figure de fossile stérile.

La rentabilité financière contre la vie

Pour les banques et les multinationales, il faut imposer ce modèle occidental d'agriculture (qui ne concerne que 28 millions d'exploitants mécanisés) au reste du monde qui compte encore 1,3 milliard de paysans, trop nombreux, trop peu productifs, et surtout trop indépendants. On connaît l'arme des OGM (lire l'article ci-joint) pour mettre les populations pauvres sous contrôle des trusts. Mais c'est en fait à tous les niveaux des cycles de production agricole et d'alimentation des pays moins industrialisés que les multinationales s'attaquent pour réduire l'autonomie alimentaire des populations, leur imposer un type de consommation et un mode de production, leur faire dégager des plus-values. Et cela, même s'il faut que des millions en meurent, que des terres deviennent définitivement arides, que les nappes phréatiques soient empoisonnées par les nitrates et autres produits phytosanitaires interdits d'utilisation dans les pays occidentaux pour leur dangerosité... En déséquilibrant les marchés internes par des livraisons de nourriture subventionnée qui casse les prix, les investisseurs occidentaux empêchent les paysannes des pays pauvres de vendre leurs productions et les privent des possibilités de survie économique. Les populations qui, année après année, poussées par la faim et la misère, convergent massivement vers les mégapoles d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'Asie, ou qui tentent de se réfugier en Europe ou en Amérique du Nord, ne le font pas par incapacité à subvenir à leurs propres besoins. Elles subissent la conséquence de politiques cyniquement menées pour mettre sous contrôle de l'arme alimentaire des marchés potentiels de travailleurs disponibles à bas prix ou de consommateurs, à condition d'une solvabilité minimum bien sûr, sinon...

Une production agricole inséparable d'un modèle de société

Le drame de l'Argentine nous montre comment un pays, ruiné par les diktats

économiques internationaux et par sa propre bourgeoisie, connaît des cas de famine tragiques alors qu'il dispose de terres agricoles remarquables. Accepter le modèle actuel d'agriculture productive et industrielle revient à fermer les yeux sur les conséquences politiques et sociales qui l'accompagnent: asservissement des populations pauvres à la rentabilité des trusts agro-alimentaires et des banques, impossibilité de maîtriser et choisir son alimentation... De fait, le modèle de consommation valorisé par le conditionnement publicitaire, imposé par le système de production (horaires, rythmes de travail), d'habitat (80 % de la population hexagonale habite en ville), de législation sanitaire, ce modèle correspond à une agriculture intégrée dans une longue chaîne d'intermédiaires, de la banque et des industries chimique et mécanique, via l'abattoir et l'emballage, jusqu'aux rayons de l'hypermarché ou du discount alimentaire. Une chose est sûre: les politiciens réunis à Angers fin avril pour évoquer la question environnementale se garderont bien d'aborder de tels enjeux.

Pour en savoir plus sur la Question agricole: Un numéro spécial de *Courant Alternatif* sur l'agriculture

3,8 euros ; sur commande
(OCL/Egégore, BP 1213
51058 Reims cedex)

Les OGM : la gloire pour la science, l'argent pour les trusts, et les risques pour la vie

Au nom de la lutte contre la faim, les maladies, la pollution, l'obscurantisme (..?) les Organismes Génétiquement Modifiés nous ont été imposés, dans la nourriture et les esprits... Les OGM concentrent en eux tout le projet productiviste, qui promet des lendemains radieux à l'espèce humaine en la plongeant dans les pires cauchemars. L'article sur l'agriculture (plus haut) abordait la problématique globale de la production de nourriture pour une humanité toujours plus nombreuse. Ici, le rapide survol de la question des OGM en pointe les aspects notables: conséquences pour la biosphère, politique de santé, croyance au Progrès et politique.

Quel impact des PGM* sur l'environnement ?

L'hybridation entre espèces apparentées : les espèces locales peuvent s'hybrider avec une PGM de même origine géographique et devenir dès lors plus "agressives" puisque résistantes aux pesticides. La prolifération incontrôlée: une PGM peut proliférer... au point de devenir elle-même une "mauvaise herbe" avec une meilleure résistance aux pesticides censés la détruire. L'amélioration de la résistance des mauvaises herbes aux pesticides: avec les PGM, la pression sur les parasites et les plantes sauvages s'accroît. Les mauvaises herbes comme les insectes parasites acquièrent au fil des années une résistance aux pesticides. La culture de PGM induit à terme l'utilisation de nouveaux pesticides, à des doses parfois supérieures à ce qui est aujourd'hui pratiqué: par exemple, la pyrale du maïs. L'appauvrissement de la biodiversité: l'homogénéisation des cultures modernes, sur des surfaces parfois immenses, conduit à une moins grande résistance des plantes face aux maladies et aux parasites. Ainsi, la cul-

ture intensive des PGM va intensifier le processus d'érosion de la biodiversité. Sur les être humains il faut bien reconnaître que personne ne sait les conséquences possibles: allergies, inefficacité des antibiotiques,... Et pourtant les essais en grandeur nature montrent que les rendements des plantes transgéniques ne sont pas du tout supérieurs à ceux des variétés actuelles.

La génétique, poite de pandore de la médecine

Pour légitimer la production des semences génétiquement modifiées, un des arguments majeurs des firmes est l'utilisation que l'on peut faire de leurs plantes pour des applications médicales. La thérapie génique ouvre en fait la perspective de création d'un humain standard sans "tares" (détection de gènes défavorables: obésité, taille, "race"..). Un tel rapport technique à l'existant ne peut que dériver sur une interprétation univoque et totalitaire du sens de la vie, dans la lignée de la médecine nazie... Bien sûr la solution à certaines maladies serait précieuse, mais ne faudrait-il pas plutôt rechercher les causes des maladies, induites par la société et le mode de vie: stress, fatigue, polluants,...

Le vivant mis sous brevet

Avec le décryptage des génomes des plantes, et l'enregistrement de brevets de certaines espèces, sous l'autorité de l'OMC (organisation mondiale du commerce) les semenciers occidentaux pourront faire payer des droits aux paysans voulant utiliser certaines plantes, sous peine de rétorsions. Ce véritable racket, ajouté à la stérilité programmée des productions pour forcer les paysans à racheter chaque année de nouvelles semences, devrait provoquer ou renforcer des famines pour les populations non solvables (cf le maïs au Malawi, aujourd'hui).

Le progrès et la science en question

Le débat sur les OGM, la science et l'agriculture industrielle est mal engagé aussi bien du point de vue des transna-



tionales que des écologistes. Cependant, en alternative à la science "moderne" il s'agit bien de mesurer l'étendue des savoirs dits ancestraux perdus de manière définitive. Il n'y a aucune solution de rechange réaliste s'il n'y a pas de remise en cause du progrès. Pourquoi ne pas mettre en avant les vrais problèmes, celui de la démographie, celui de la propriété des terres cultivées, celui du mode de vie qu'impose le capitalisme ? Quel type de société voulons-nous ? Telle est la vraie question qui sous-tend la réponse à cette autre question: Quel type d'agriculture voulons-nous ? Au lieu de commencer par répondre à la seconde question, répondons à la première. La réponse se développera selon trois axes :

LES IMPLICATIONS POLITIQUES DES BIOTECHNOLOGIES : Les biotechnologies sont dangereuses. Cependant, c'est la structure profonde du capitalisme moderne qui fait des biotechnologies des outils qu'on pourrait qualifier de totalitaires, dans le sens où elles tendent à régir tous les domaines où elles sont présentes - et dans le sens où elles impliquent des modes de contrôle social et écologique. Les firmes veulent obtenir de pouvoir breveter des gé-

nomes. L'enjeu est simple: si les gènes ou les génomes sont brevetés, un agriculteur ne pourra plus les utiliser sans payer un "droit d'auteur". C'est un moyen très sûr de contrôler enfin l'alimentation mondiale.

LE SENS DU PROGRÈS : Aujourd'hui, des savants, utilisent l'argent public pour "créer" en ne se souciant aucunement du sens de leurs recherches. Pourtant, le progrès met désormais en cause l'ensemble de la vie sur la planète. Sans critique du progrès et de la science, on se condamne à un discours creux parce que partiel, et, du coup erroné.

LA DÉMOGRAPHIE MONDIALE : La question de la démographie est liée à la question de la liberté individuelle et collective, et donc à la question de la révolution. En d'autre terme, la planète Terre est-elle écologiquement apte à supporter encore longtemps une agriculture fondée sur l'accroissement éternel des rendements ? Car cet accroissement signifie une destruction à terme irrémédiable de l'écosystème. Enfin, la désertification démographique des campagnes pose la question de la réforme agraire. Encore faudrait-il savoir quelle position adopter ? Reprenons Malthus, dans un sens tout à fait révolutionnaire: le pauvre n'a en effet pas le "droit" d'être nourri, mais il en a la

puissance ". Cette puissance, il peut l'exercer tout simplement en cultivant la terre.

Quelle solution ?

Le modèle néolibéral que l'on nous impose n'a pour le moment, rien d'ouvertément totalitaire. Mais en revanche si le totalitarisme musclé s'instaurait, il n'aurait pas besoin de changer quoi que ce soit, les outils sont déjà là ! La population mondiale croît démesurément alors que les surfaces cultivables sont en constante diminution partout dans le monde. La solution que prévoyait Robert McNamara, lorsqu'il était président de la Banque mondiale, était de : "... prendre des mesures draconiennes de réduction démographique contre la volonté des populations. Réduire les taux de natalité s'est avéré impossible ou insuffisant. Il faut donc augmenter le taux de mortalité. Comment ? Par des moyens naturels : la famine et la maladie... ". À nous de rendre possible le refus des " moyens naturels " en recherchant une solution qui mette l'être humain au centre de la politique, et d'abattre ainsi les perspectives totalitaires de la politique du pire.

* Plante génétiquement modifiée faisant partie des OGM

Nucléaire, suite de la page 14

gressive du nucléaire avec l'option de non renouvellement du parc, mais sans arrêt immédiat de celui qui fonctionne à l'heure actuelle. Autrement dit, au mieux, vingt années pendant lesquelles planeront les dangers réels et reconnus de catastrophe nucléaire et s'accumuleront des centaines de tonnes de déchet que l'on se sait rendre inoffensifs. Et pourtant, l'arrêt immédiat est possible sans que pour autant nous "retournions à la bougie". Il faudra, c'est entendu, modifier nos habitudes consuméristes les plus aberrantes pour faire baisser la consommation énergétique dans les pays du Nord, mais on peut vivre mieux en consommant moins et mieux ! Attendre que les énergies dites renouvelables et propres (éoliennes, solaires et autres) prennent la place du nucléaire est une utopie qui risque de nous coûter cher car ce n'est pas pour un avenir très proche, même en augmentant les crédits de recherche. Il faudra donc, en attendant, avoir le courage de remettre en marche certaines autres techniques (thermiques, hydro-électriques... que l'on sait rendre moins polluantes maintenant) abandonnées au profit de la manne financière que le nucléaire a représenté pour certaines entreprises. Mais tout cela se heurte non pas à des arguments d'ordre écologiques, mais uniquement à des intérêts financiers et de pouvoir.

Pour en savoir plus sur le Nucléaire

Un numéro spécial de *Courant Alternatif*

"Ni rose ni vert, arrêt immédiat du nucléaire"

3,8 euros ; sur commande
(OCL/Egégore, BP 1213
51058 Reims cedex)

Autres numéros spéciaux :

Palestine solidarité !

Libération sexuelle et émancipation sociale

Unité des libertaires ?

Le contrôle social

Un siècle d'illusions social-démocrates

Au-delà des frontières, résistons à la forteresse Europe

Tous les mois lisez *Courant Alternatif*

(en vente dans certains kiosques
2,30 euros)

Abonnement 1 an 31,00 €
(10 numéros mensuels + 3 hors séries)

Abonnement 1 an 25,00 €
(10 numéros mensuels sans hors séries)

Tarif réduit 17,00 €
(pour toutes sortes de fauché-e-s)

Abonnement de soutien 40,00 €

Abonnement à l'essai (3 n^{os}) 5,00 €

*Gratuit : 1 numéro
sur demande*

En nombre pour la diffusion :

2 ex. 55,00 €

3 ex. 79,00 €

5 ex. 120,00 €

10 ex. 200,00 €

Chèques à l'ordre de « La Galère »
OCL/Égégore
B.P. 1213, 51058 Reims Cedex

Souscription permanente pour CA :
CCP La Galère 38-77 P 023
Chalons s/Marne